

INCENDIE DANS LA FOURRIÈRE COMMUNALE DE CONSTANTINE 34 voitures calcinées

Plus d'une trentaine de véhicules ont été réduits en cendres, hier, dans un incendie qui a ravagé, vers les coups de 11h, la fourrière communale de Constantine, sise à proximité du marché de gros de fruits et légumes au Polygone dans la zone industrielle Palma. Une étincelle dérivant de la soudure qui s'effectuait sur l'un des poteaux électriques dudit marché serait à l'origine de ce sinistre, a-t-on appris auprès des employés de la fourrière.

Les broussailles répandues sur la surface de ce dépôt y sont pour beaucoup d'après les mêmes interlocuteurs qui partagent cet avis avec le chef de l'équipe des pompiers affectée, à 14h, sur les lieux pour circonscrire les flammes déclenchées dans une favella située en bas de la fourrière sur la rive d'un oued.

Les feux avaient, en effet, détruit un gourbi de ce bidonville qui regroupe environ une vingtaine de baraques. Fort heureusement, les occupants de ce gourbi n'y étaient pas à l'intérieur.

En tout état de cause, les flammes qui sont parvenues à atteindre les véhicules susmentionnés ont été maîtrisées vers 13h.

Il convient de noter que ladite fourrière, qui ne dispose même pas du minimum de commodités requises pour ce genre d'équipement — la boue et les broussailles lui donne, on ne peut plus, l'image d'un marécage — abrite plusieurs centaines de voitures. A eux seuls, les véhicules saisis, cumul de plusieurs années d'opérations de chasse aux trafiquants, s'élevaient à 600 environ, parmi lesquels les voitures incendiées hier.

Lyas Hallas

SOLIDAIRES DES CANCÉREUX Les footballeurs appellent à un don du sang

L'initiative a été prise par l'association Nour Doha, pour la solidarité et l'aide avec les personnes atteintes du cancer, mais s'adresse à tout le monde.

Le don de sang est une affaire de toutes les personnes en bonne santé, pour redonner vie et espoir à des malades en détresse. Ayant conscience de leurs responsabilités, les athlètes du monde du football et de handball se sont donnés rendez-vous, jeudi prochain, au centre de transfusion sanguine de l'hôpital Mustapha Bacha pour une vaste opération de don de sang. Se sont jointes à cette opération plusieurs associations humanitaires et entreprises nationales qui invitent leur personnel à faire un geste envers les malades. Des artistes seront également au rendez-vous. Un appel a été lancé par les athlètes algériens pour une adhésion massive à cette opération et donner l'exemple de la solidarité.

R. M.

LES VÉTÉRINAIRES SORTENT LEURS GRIFFES Une grève de sept jours prévue le 31 mai

Le Syndicat des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) annonce une grève de sept jours, à compter du 31 du mois en cours jusqu'au 6 juin. Le mouvement syndical reprend du poil de la bête !

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Ce mouvement de protestation dit «griffe de la colère» ne semble avoir égratigné ni la direction de la Fonction publique ni le ministère des Finances. Face au mutisme de ces autorités compétentes, les médecins vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique comptent relancer leur mouve-

ment contestataire, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Ainsi, le SNVFAP déclare, dans un communiqué rendu public, avoir déposé un préavis de grève en date du 21 mai, conformément aux résolutions de son conseil consultatif qui s'est tenu le 8 mai. Mûrement réfléchi, la décision du recours à la grève intervient suite

à «la situation de blocage dans laquelle se trouve son avant-projet de statut, et la situation de marasme que vivent les médecins vétérinaires». Dans leur liste de revendications, ils réclament l'aboutissement de l'avant-projet du statut des médecins vétérinaires et médecins vétérinaires spécialistes tel qu'il a été rédigé de commun accord avec la tutelle.

Aussi, les vétérinaires espèrent la récupération de la prime vétérinaire spécifique assimilée par le ministère des Finances à l'indem-

nité globale spécifique, et demandent l'implication du SNVFAP dans le projet de discussion sur le régime indemnitaire, l'ouverture du dialogue sur le fonctionnement et le devenir des services vétérinaires. Toutefois, le SNVFAP informe qu'un service minimum sera instauré. Le syndicat veillera également «au respect de toutes les lois en vigueur afin d'éviter toute décision de gel de sa grève des 7 jours par la justice», peut-on lire dans le communiqué.

W. Z.

BENBOUZID L'A AFFIRMÉ LORS D'UNE RENCONTRE AVEC LE CNAPEST : «Le statut de l'enseignant finalisé fin juillet»

Les séances de travail entre le ministère de l'Éducation nationale et les services de la Fonction publique semblent bien avancer. Le statut de l'enseignant devrait être finalisé au plus tard à la mi-juillet. C'est ce qu'a affirmé M. Benbouzid lors d'une rencontre avec le Cnapest.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Ali Lemdani, SG du syndicat autonome a indiqué hier que la rencontre avait eu lieu à la demande du Cnapest et avait permis à M. Benbouzid de faire le point sur l'état d'avancement de l'élaboration du statut de l'enseignant. Pour l'instant, la fonction publique n'a

rejeté aucune proposition du ministère. Au sujet du régime indemnitaire, le Cnapest a réitéré sa revendication qui consiste à prendre part à son élaboration, ce à quoi le ministre a répondu que ce débat ne pouvait avoir lieu qu'après adoption du statut particulier. Le Cnapest a, néanmoins, fait part de

ses propositions qui visent à rattraper le retard pris par la grille des salaires qui ne répond pas aux attentes des enseignants. Profitant de cette rencontre, le Cnapest a soulevé la question de l'enseignement technique qui ne fait pas toujours l'unanimité.

Au syndicat qui a fait part de ses craintes, le ministre a répondu qu'il n'était pas question de menacer les emplois actuels.

Mieux encore, Benbouzid a indiqué qu'en 2009, avec l'arrivée d'une cohorte d'élèves du moyen, la demande en enseignants du technique va être plus forte. Pour prendre

en charge les préoccupations des enseignants du technique, la commission ministère-Cnapest va être redynamisée. Soulevant la question des enseignants écartés des corrections du bac, le Cnapest a eu pour réponse que le ministre n'avait aucune liste noire d'enseignants.

Que pense le syndicat autonome de cette rencontre ? «Le Cnapest a toujours privilégié le dialogue. Des promesses ont été faites mais nous restons prudents. Nous préférons juger sur les actes et non sur les paroles», répond Lemdani Ali.

N. I.

IMPOSANT RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION DEVANT LE SIÈGE DE L'UNION DE WILAYA À BÉJAÏA Les délégués syndicaux tirent à boulets rouges sur l'UGTA

Depuis la suspension de trois syndicalistes à Béjaïa qui ont dénoncé des pratiques «antidémocratiques» observées au cours du dernier congrès de la Centrale syndicale, une véritable guerre ouverte est engagée entre l'union de wilaya de l'UGTA et l'union territoriale d'Amizour qui n'entend pas se taire devant ce qu'elle qualifie de «graves attaques contre les espaces démocratiques, le musellement et la liquidation des syndicalistes».

L'union de la daïra d'Amizour qui s'est érigé en mouvement élevée contre la décision de suspension des trois syndicalistes, pour rappel, dans une déclaration rendue publique au lendemain même de son annonce par le bureau de wilaya, a haussé le ton à travers un imposant sit-in de protestation.

Des dizaines de délégués syndicaux représentant les différents secteurs d'activités affiliés à l'union territoriale de l'UGTA d'Amizour se sont rassemblés, hier, devant le siège de l'union de

wilaya de l'organisation syndicale de Sidi-Saïd pour réclamer la réintégration des trois syndicalistes suspendus «arbitrairement pour avoir exprimé une opinion sur les travaux du dernier congrès».

Munis de pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Non au terrorisme syndical», «Le temps des bachaghas est révolu», «Pour un syndicat démocratique et revendicatif», les protestataires ont exigé la levée des suspensions prononcées à l'encontre des syndicalistes et la réintégration de Mazi Mahmoud à son poste.

Intervenant lors d'une prise de parole improvisée, Boualem Chaouli, secrétaire général de l'union territoriale d'Amizour, a tiré à boulets rouges sur les responsables de wilaya de l'UGTA. Le responsable de l'union d'Amizour a appelé à une conférence de wilaya des délégués syndicaux, tous secteurs confondus, pour débattre de la situation qui prévaut au sein du plus grand syndicat du pays.

Tout en dénonçant l'«abus» de pouvoir, «la mauvaise gestion» et «les violations flagrantes» par les responsables de l'UGTA, l'orateur a appelé à la «mobilisation» des travailleurs pour «défendre les espaces démocratiques chèrement acquis garants de la protection du combat syndi-

cal à même de mettre fin à toute forme d'intimidation et d'exclusion».

Il dira que «la réhabilitation des syndicalistes suspendus, en l'occurrence, Bekhouche Malek et Mazi Mahmoud du Sete et Aïdi Karim, de l'union de wilaya en tant qu'élus syndicaux ayant assumé un mandat électif, souligne-t-il, au dernier congrès passe par leur réintégration».

Par ailleurs, tout en réitérant les positions de sa structure syndicale contre «toute forme de bradage et de privatisation des entreprises locales à savoir, cite-t-il, la Simb, l'ENMTP, Socerca, Epal, Onab et EPBTP», Boualem Chaouli a apporté son soutien «indéfectible» aux syndicalistes suspendus de la COGB-La Belle.

Prenant la parole, les trois syndicalistes suspendus n'ont pas manqué à leur tour de fustiger les responsables de wilaya de l'UGTA.

Ces derniers estiment qu'ils ont fait «l'objet de suspensions délibérées et arbitraires prononcées par le secrétariat général de l'union de wilaya».

Des syndicalistes d'Amizour ont également, à l'occasion, réclaté «l'autonomie de la commission des œuvres sociales» qui ne doit plus, selon eux, «dépendre de la chapelle de l'Union de wilaya de l'UGTA».

A. Kersani

BOUIRA

Des chômeurs ferment la RN5 à Ahnif

Encore une fois, le problème des jeunes chômeurs qui réclament du travail au niveau de l'usine de plâtre située à El-Adjiba, gérée en partenariat par Cosider et Lafarge, entreprise française, est revenu au devant de la scène.

Des jeunes chômeurs issus de la commune d'Ahnif, qui se sentent lésés, ont procédé hier à la fermeture de la RN5 au niveau du carrefour de Maillot-gare, à 40 km à l'est de Bouira.

D'après Mansouri Lyès, un des jeunes chômeurs qui ont procédé à la fermeture de cette route et qui nous a joint par téléphone, les res-

ponsables de cette usine ont refusé de le recruter, lui et une dizaine de ses camarades sous prétexte qu'ils sont des perturbateurs. Or, poursuit notre interlocuteur, nous avons déposé des dossiers en bonne et due forme, et toutes les exigences requises pour les agents de sécurité sont remplies comme l'accomplissement du service national et un casier

judiciaire vierge. Cependant, malgré cela et les multiples interventions des autorités de wilaya qui auraient plaidé leur cause, les responsables de cette usine refusaient de le recruter. Aussi, et pour dénoncer leur exclusion, ces jeunes chômeurs, aidés par d'autres de la commune, ont procédé à la fermeture de la RN5 et promis de poursuivre leur action jusqu'à leur recrutement.

Pour rappel, après la fermeture de l'usine de plâtre médical, le mois dernier pour les mêmes raisons, les responsables ont accepté le principe

de recruter depuis les deux communes qui se partagent cette usine, El-Adjiba et Ahnif, des agents de sécurité de manière équitable. Plusieurs jours sont passés depuis et les responsables ont recruté la moitié d'agents depuis la commune d'El-Adjiba mais, pour la commune d'Ahnif, ils n'ont accepté parmi la liste qui leur a été proposée que 4 jeunes sur les 15 demandeurs. D'après eux, et toujours selon notre interlocuteur, les jeunes figurant sur la liste sont tous des perturbateurs.

Y. Y.